



COMITÉ TRIPARTITE

Compte rendu de la rencontre

Tenue les 4 et 5 décembre 2013
Ottawa (Ontario)

Membres du comité présents :

- Denis B. Vaillancourt, président du Comité tripartite
- a) Représentants des provinces et des territoires
- Nicole Couture, ministère de l'Éducation de la Colombie-Britannique
 - Susan Forward, ministère de l'Éducation de Terre-Neuve-et-Labrador
 - Gilbert Guimont, ministère de l'Éducation de l'Alberta
 - Yann Herry, ministère de l'Éducation du Yukon
 - René Hurtubise, ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance de l'Île-du-Prince-Édouard
 - Raymonde Laberge, ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation des Terr. du Nord-Ouest
 - Charles Lamarche, en remplacement de Denys Giguère, ministère de l'Éducation de l'Ontario
 - Stephenie Leitao Csada, ministère de l'Éducation de la Saskatchewan (*le mercredi 4 seulement*)
 - Jacqueline LeVert, ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance de la Nouvelle-Écosse
 - Gilbert Michaud, ministère de l'Éducation du Manitoba
 - Martine St-Louis, ministère de l'Éducation du Nunavut
 - Brigitte Bergeron, Conseil des ministres de l'Éducation - Canada
- b) Représentants du gouvernement fédéral
- Donna Mockler, Patrimoine canadien
 - Sylvie Rochette, Patrimoine canadien
 - Michel Ruest, Patrimoine canadien
- c) Représentants des conseils scolaires et des organismes communautaires
- Suzanne Bossé, Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada
 - Melinda Chartrand, Fédération nationale des conseils scolaires francophones
 - Richard Lacombe, Association canadienne d'éducation de langue française
 - Robert Maddix, Fédération nationale des conseils scolaires francophones
 - Roger Paul, Fédération nationale des conseils scolaires francophones
 - Ghislaine Pilon, Commission nationale des parents francophones
 - Gyslaine Hunter-Perreault, Regroupement national des directions générales de l'éducation
- d) Autres personnes présentes (observateurs)
- Réjean Aubut, consultant en éducation
 - Anne-Marie Dessureault, Fédération nationale des conseils scolaires francophones
 - Valérie Morand, Fédération nationale des conseils scolaires francophones (*le jeudi 5 décembre en pm seulement*)
 - Ronald Boudreau, Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants
 - Eric Dubeau, Fédération culturelle canadienne-française
 - Sylvain Groulx, Fédération de la jeunesse canadienne-française
 - Benoit Tremblay, Patrimoine canadien
 - Danielle Williams, Patrimoine canadien
 - France Fortier, Patrimoine canadien
 - Viviane Knapp, Patrimoine canadien
 - Alexa Chown, Patrimoine canadien
 - Quan-Lisa Pham, Citoyenneté et Immigration Canada (*le jeudi 5 décembre seulement*)

Membres du comité absents :

- a) Représentants des provinces et des territoires
- Marcel Lavoie, ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance du Nouveau-Brunswick
- b) Représentants du gouvernement fédéral
- Yves Saint-Germain, Citoyenneté et Immigration Canada

1. Mot de bienvenue du président et objectifs de la rencontre

La rencontre débute à 9 h. Le président du Comité tripartite, M. Denis B. Vaillancourt, souhaite la bienvenue aux membres du Comité tripartite et prend quelques minutes pour accueillir les nouveaux membres.

Une minute de silence est observée en mémoire de M. Daniel Buteau, décédé subitement le 24 mai 2013.

Les présences sont prises et un tour de table s'ensuit. Le président présente le déroulement et les objectifs de la rencontre.

2. Approbation de l'ordre du jour

L'ordre du jour est accepté tel que modifié.

3. Approbation des notes de la rencontre des 24 et 25 avril 2013

Le compte-rendu de la rencontre des 24 et 25 avril 2013 est accepté tel que présenté.

Plans de communication : on mentionne que la FNCSF, à titre de coordonnateur, a déposé une demande de financement auprès de Patrimoine canadien afin de lui permettre de mettre en œuvre les plans de communication qui ont trait au plan stratégique sur l'éducation 2012-2017 ainsi qu'à l'école communautaire citoyenne. Une réponse est attendue prochainement.

Les suivis aux notes sont prévus à l'ordre du jour, s'il y a lieu.

4. Présentation sur la Table nationale sur l'éducation

Roger Paul, DG de la FNCSF, organisme qui préside la Table nationale sur l'éducation depuis 2003, fait un survol des activités de ce regroupement qui se réunit deux fois par année (voir document remis). Il rappelle que cette Table est composée de 12 organismes ayant un intérêt direct ou indirect pour l'éducation :

Fédération nationale des conseils scolaires francophones (FNCSF) - présidence
Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF)
Association des universités de la francophonie canadienne (AUFC)
Commission nationale des parents francophones (CNPF)
Fédération canadienne des directions d'école francophone (FCDÉF)
Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FCE)
Fédération culturelle canadienne-française (FCCF)
Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF)
Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA)
Regroupement national des directions générales de l'éducation (RNDGÉ)
Réseau des Cégeps et des Collèges Francophones du Canada (RCCFC)
Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences (RESDAC).

Ce regroupement vise, notamment, à :

- Favoriser les échanges d'informations sur des dossiers d'intérêt commun et éviter ainsi les doublons.
- Faciliter les partenariats selon les champs de compétence de chacun.

- Tenir compte des besoins des communautés francophones et acadiennes en matière d'éducation afin de développer des positions et des stratégies communes dans les dossiers à connotation nationale.
- Permettre l'arrimage des besoins des organismes en matière d'éducation selon les domaines, les stratégies ou les chantiers identifiés.
- Veiller à l'arrimage des stratégies de la Table avec les autres stratégies nationales ayant des impacts sur l'éducation.
- Agir comme groupe conseil en matière d'éducation auprès des institutions nationales concernées.

On termine en mentionnant que la Table nationale sur l'éducation a également joué un rôle actif depuis la tenue à Ottawa en juin 2005 du premier sommet sur l'éducation.

5. Actualisation du rôle du Comité tripartite

On présente à nouveau aux membres la structure de collaboration entourant les travaux du Comité tripartite pour la mise en œuvre du plan stratégique sur l'éducation en langue française 2012-2017 (voir document constitutif remis). On revoit également le mandat du Comité tripartite, du comité de coordination et de chacun des groupes de travail.

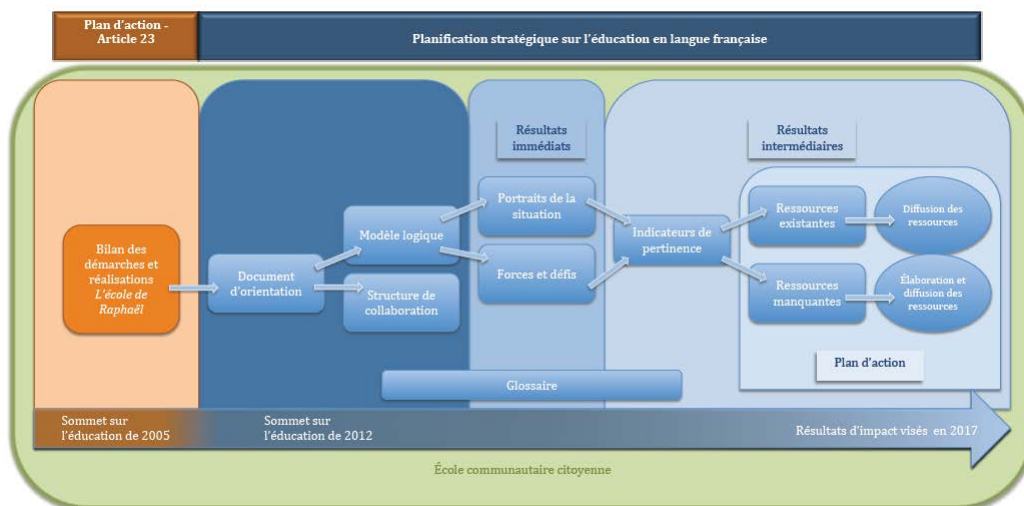
6. Travaux du Comité tripartite

On invite Réjean Aubut, consultant et coordonnateur des travaux des différents comités, à prendre la parole.

6.1 Mise en contexte

6.2 Présentation du gabarit de planification

M. Aubut présente les différents documents de travail en lien avec la planification stratégique et qui en supportent la mise en œuvre :



Un cahier de participation est remis à chacun des membres. Ce document permettra aux participants de noter leurs commentaires et suggestions, tout le long des échanges et d'en rapporter les grandes lignes maîtresses lors des plénières.

6.3 Comités de travail

M. Aubut cède la parole aux coprésidences des différents comités de travail qui, à tour de rôle, présentent l'avancement des travaux des quatre domaines :

6.3.1 Comité sur la petite enfance

Madame Ghislaine Pilon, de la CNPF, présente brièvement l'avancement des travaux depuis la rencontre du Comité tripartite d'avril 2013.

Elle mentionne également que le Forum des leaders (rencontre bisannuelle organisée par la FCFA) de novembre dernier avait pour thématique la petite enfance. Les participants ont ainsi pu prendre connaissance des données de l'étude analytique sur le développement de la petite enfance réalisée en 2012 par la Commission nationale des parents francophones. Ce forum visait notamment à permettre aux représentants d'organismes nationaux de la francophonie de réfléchir sur les enjeux actuels en développement de la petite enfance et sur l'état de la concertation et de la collaboration en matière de développement de la petite enfance.

Elle enchaîne en présentant les principaux faits saillants du portrait de la situation sur la petite enfance qui est en cours d'élaboration (voir ébauche du portrait). Ce portrait se veut une synthèse du domaine et comprend les objectifs visés, des constats, des pistes d'action, des forces/défis et des indicateurs de pertinence.

En s'appuyant du portrait de la situation sur la petite enfance, les membres sont invités à discuter des indicateurs de pertinence proposés, afin de valider s'ils peuvent servir de balises à la conception, la réalisation, l'appropriation, l'utilisation ou l'évaluation des ressources, initiatives et stratégies du domaine de la petite enfance afin d'atteindre les objectifs du plan stratégique sur l'éducation de langue française. Les membres sont également invités à faire part de suggestions de modifications, s'il y a lieu.

Indicateurs de pertinence proposés pour le domaine de la petite enfance :

1. favoriser un continuum de développement et d'apprentissage
2. favoriser l'apprentissage de la langue française et l'appropriation de la culture francophone d'ici et d'ailleurs (À noter que cet indicateur est en lien avec le domaine de la pédagogie / apprentissages)
3. valoriser la diversité culturelle et favoriser le développement de l'identité francophone (À noter que cet indicateur est en lien avec le domaine de la construction identitaire)
4. privilégier l'approche par le jeu
5. valoriser la collaboration des intervenantes et des intervenants
6. accueillir et accompagner les parents
7. informer, sensibiliser et promouvoir

Les membres se réunissent en petits groupes d'échange. Suite aux discussions, les membres reprennent en plénière le fruit des discussions. On remercie les membres pour la richesse de leur réflexion. Les commentaires reçus permettront au groupe de travail sur la petite enfance de définir davantage les libellés de ces indicateurs de pertinence.

6.3.2 Comité sur la pédagogie/apprentissages

Monsieur Roger Paul, de la FNCSF, présente brièvement le portrait de la situation sur la pédagogie/apprentissages qui a déjà reçu une première validation de la part du groupe d'expertises et du groupe des représentants ministériels en éducation (voir ébauche du portrait). Toujours selon le même gabarit utilisé, ce portrait se veut une synthèse du domaine et comprend les objectifs visés, des constats, des pistes d'action, des forces/défis et des indicateurs de pertinence.

De son côté M. Ronald Boudreau directeur, services aux francophones, à la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FCE), présente brièvement en quoi consiste la « Pédagogie à l'école de langue française (PELF) » qui a servi d'assise au portrait de la situation et qui repose sur 2 conditions essentielles sur lesquelles se superposent 4 concepts clés. La PELF fera l'objet d'une plus longue présentation plus tard en journée.

À nouveau, en s'appuyant cette fois du portrait de la situation sur la pédagogie/apprentissages, les membres sont invités à discuter des indicateurs de pertinence proposés, afin de valider s'ils peuvent servir de balises à la conception, la réalisation, l'appropriation, l'utilisation ou l'évaluation des ressources, initiatives et stratégies du domaine de la pédagogie/apprentissages afin d'atteindre les objectifs du plan stratégique sur l'éducation de langue française. Les membres sont également invités à faire part de suggestions de modifications, s'il y a lieu.

Indicateurs de pertinence proposés pour le domaine de la pédagogie/apprentissages :

1. valoriser la perspective de la francophonie
2. susciter une prise de conscience et un désir d'agir sur les réalités de la francophonie
3. développer un rapport positif à la langue française
4. favoriser l'appropriation de la culture francophone
5. développer les compétences du XXI^e siècle
6. favoriser l'engagement et l'autonomie à l'égard de l'apprentissage
7. favoriser les partenariats avec la communauté

Les membres se réunissent en petits groupes d'échange. Suite aux discussions, les membres reprennent en plénière le fruit des discussions.

On remercie les membres pour leurs précieux commentaires qui seront transmis au groupe de travail sur la pédagogie/apprentissages afin de définir davantage les libellés de ces indicateurs de pertinence.

MISE À JOUR – PROJET PÉDAGOGIE À L'ÉCOLE DE LANGUE FRANÇAISE (PELF)

M. Ronald Boudreau, de la FCE, fait une mise à jour du projet Pédagogie à l'école de langue française (PELF) qui est en cours d'élaboration depuis 2010, suite à une initiative des ministères de l'Éducation sous le précédent plan d'action.

Les deux conditions essentielles de la PELF :

- o Le climat de la salle de classe doit permettre de constater qu'il existe de saines relations interpersonnelles entre le personnel enseignant et les élèves.
- o Les élèves et le personnel enseignant ont une influence partagée sur le déroulement des apprentissages et ont un sentiment d'autonomie dans les tâches qu'ils effectuent.

Et les quatre concepts clés inter-reliés :

Les élèves et le personnel enseignant :

- o prennent conscience des enjeux de la francophonie et agissent sur leurs réalités;
- o enrichissent leur bagage linguistique et culturel par une exploration commune de la francophonie dans une perspective contemporaine et actuelle;
- o vivent des apprentissages contextualisés qui donnent du sens à ce qui se vit dans leurs réalités par rapport à la francophonie;
- o stimulent leur confiance langagière et culturelle et leur motivation à s'engager dans la francophonie.

Il rappelle que le projet consistait en la production de 167 capsules vidéo pour l'enseignement en milieu minoritaire et de segments « moments pédagogiques ». Le lancement officiel est prévu en septembre 2014, mais quelques informations sont déjà disponibles sur le site pelf.ca (voir document de mise à jour).

Synthèse de la journée

Le président du Comité tripartite fait un bref retour sur la journée et rappelle que les travaux continueront dès 9 heures, le lendemain.

Les observateurs quittent la rencontre.

5. Actualisation du rôle du Comité tripartite (suite)

Membriété

Les membres du Comité tripartite discutent brièvement à huis clos d'un dernier item à l'ordre du jour de la journée.

Le président du Comité tripartite dresse l'état des démarches entreprises depuis la dernière rencontre en ce qui a trait aux discussions visant l'ajout de membres à la table du Comité tripartite pour la représentation communautaire qui comporte deux volets (communautaire et éducation).

Des échanges s'ensuivent et des précisions sont apportées à quelques questions soulevées, notamment en termes de perspectives que pourraient apporter de nouveaux membres pour bonifier la réflexion à la table et de s'assurer que les échanges demeurent francs, honnêtes et productifs.

Les membres du Comité tripartite rediscuteront de la membriété à la fin de la rencontre du lendemain.

Le huis clos est levé.

Ajournement de la rencontre.

JEUDI 5 DÉCEMBRE 2013

Reprise de la rencontre à 9 h.

Monsieur Denis B. Vaillancourt préside à nouveau la rencontre, en cette deuxième journée.

6. Travaux du Comité tripartite (suite)

6.3 Comités de travail (suite)

M. Aubut poursuit ses présentations et cède la parole aux coprésidences des différents comités de travail qui, à tour de rôle, présentent l'avancement des travaux des quatre domaines :

6.3.3 Comité sur la construction identitaire

Monsieur Richard Lacombe, de l'ACELF, présente brièvement l'avancement des travaux depuis la rencontre du Comité tripartite d'avril 2013. Il mentionne également que le groupe d'expertises se penchera prochainement sur la rédaction d'un portrait de la situation sur la construction identitaire, selon les diverses rubriques identifiées dans le gabarit utilisé pour tous les domaines : objectifs, constats, forces et défis, recommandations, indicateurs de pertinence et plan d'actions à mettre en œuvre.

En un premier temps, on invite les membres du Comité tripartite à discuter des défis sur lesquels il faudrait s'attarder, dans le domaine de la construction identitaire, afin d'atteindre les objectifs du plan stratégique sur l'éducation en langue française. Quelques pistes de réflexion sont identifiées : diffusion, formation, diversité culturelle, engagement communautaire, espace francophone virtuel, postsecondaire.

Les membres se réunissent en petits groupes d'échange. Suite aux discussions, les membres reprennent en plénière le fruit de leurs discussions qui sera transmis aux membres du groupe de travail de ce domaine.

Par ailleurs, les indicateurs de pertinence en construction identitaire sont directement inspirés des principes directeurs développés par les équipes de l'ACELF. Les membres sont donc à nouveau invités à discuter des indicateurs de pertinence proposés, afin de valider si les descriptifs qui les accompagnent peuvent servir de balises à la conception, la réalisation, l'appropriation, l'utilisation ou l'évaluation des ressources, initiatives et stratégies du domaine de la construction identitaire afin d'atteindre les objectifs du plan stratégique sur l'éducation de langue française. Sinon, les membres sont également invités à faire part de suggestions de modifications, s'il y a lieu.

Les indicateurs de pertinence, inspirés des principes directeurs de l'ACELF, permettraient d'optimiser l'impact d'une intervention visant à favoriser la construction identitaire si elles étaient planifiées de manière à :

1. s'inscrire dans la francophonie contemporaine
2. miser sur la créativité et l'innovation
3. valoriser la diversité
4. favoriser l'action concertée de la famille, de la communauté et de l'école
5. développer un rapport positif à la langue française
6. créer des liens au sein de la francophonie
7. encourager la mobilisation
8. viser des effets durables.

Note : L'ACELF a procédé en septembre 2013 à une consultation auprès de ses membres en ce qui a trait à la validation des libellés qui décrivent chacun des 8 principes directeurs.

Les membres se réunissent à nouveau en groupes d'échange. Suite aux discussions, les membres reprennent en plénière le fruit de leurs discussions qui permettront au groupe d'expertises et au groupe de travail sur la construction identitaire de poursuivre leur réflexion.

6.3.4 Comité sur l'immigration

Madame Suzanne Bossé, de la FCFA du Canada, présente brièvement l'avancement des travaux depuis la rencontre du Comité tripartite d'avril 2013. Elle mentionne également que le groupe se penchera prochainement sur la rédaction d'un portrait de la situation sur l'immigration, selon les diverses rubriques identifiées dans le gabarit utilisé pour tous les domaines, document qui sera présenté aux membres du Comité tripartite lors de leur rencontre d'avril 2014, lesquels seront mis à contribution afin de le bonifier.

Par ailleurs, elle présente les grandes lignes d'une étude effectuée par Ronald Bisson, pour le compte de la FCFA, portant sur l'intégration des jeunes réfugiés en milieu scolaire dans les communautés francophones en situation minoritaire de cinq provinces.

http://immigrationfrancophone.ca/user_files/users/45/Media/30_mai_2013_-version_finale_rapport_refugies_fcfa_bisson.pdf

Les principaux constats de l'étude portent sur :

- l'adaptation scolaire des jeunes immigrants et réfugiés
- le soutien à la réussite scolaire des jeunes immigrants et leur rendement
- la relation entre l'école et les familles immigrantes
- la santé des réfugiés et des enfants issus de l'immigration

Quelques recommandations ont par ailleurs été identifiées :

- Que les fournisseurs de services dans les domaines de l'accueil et de l'établissement des immigrants, de la santé, de l'éducation et des services sociaux travaillent davantage en partenariat afin de mieux planifier et exécuter la coordination des services directs destinés aux enfants et aux jeunes immigrants ainsi qu'à leurs familles. Par ailleurs, tous ces fournisseurs de services doivent inclure et/ou renforcer la notion de compétences culturelles dans toutes leurs pratiques;
- Que la FCFA travaille de près avec la FNCSF afin de mieux cerner les besoins relativement à l'offre de services aux enfants de parents réfugiés et aux autres jeunes issus de l'immigration et de faciliter les échanges de bonnes pratiques mises en œuvre par les conseils scolaires et les organismes communautaires pour répondre à ces besoins;
- Que les régions recevant un nombre important de familles immigrantes (Toronto, Ottawa et Winnipeg par exemple) s'inspirent de la consultation réalisée par le Provincial Language Service, un programme de la régie provinciale de la Colombie-Britannique, au sujet de la santé des familles francophones nouvellement arrivées. Cela permettrait de mieux comprendre les expériences et les perceptions de ces familles et de déterminer des pistes de solutions dans les autres provinces canadiennes;
- Que la FCFA et les intervenants poursuivent les recherches en matière d'intégration de jeunes réfugiés d'expression française dans les CSFM.

Finalement, Madame Bossé présente la *Table nationale de concertation communautaire en immigration francophone*. Cette nouvelle structure pilotera l'ensemble des efforts des collectivités de langue française dans neuf provinces et trois territoires pour attirer, recruter, accueillir et intégrer des nouveaux arrivants. Cette Table nationale comprend une composition mixte de 12 membres oeuvrant à divers niveaux d'intervention et au sein de secteurs clés. Le rôle de la Table nationale sera, notamment, d'identifier les enjeux et les priorités en matière d'immigration francophone, d'assurer l'arrimage des actions aux niveaux national, provincial/territorial et local et entre divers secteurs, et de fournir un portrait clair des réalités de l'immigration francophone telles qu'elles se vivent d'un bout à l'autre du pays. Elle fera aussi le lien entre les communautés et Citoyenneté et Immigration Canada.

6.4 Plan d'action du plan stratégique sur l'éducation en langue française 2012-2017

6.4.1 Présentation de la structure du plan d'action

Réjean Aubut poursuit sa présentation en lien avec le plan stratégique sur l'éducation en langue française 2012-2017 et le plan d'action qui se dresserait en quatre étapes :

1. Identification des ressources existantes ou en cours de développement qui tiennent compte des indicateurs de pertinence et dont l'utilisation est susceptible de contribuer à l'atteinte des résultats visés;
2. Diffusion et promotion des ressources identifiées;
3. Identification de ressources manquantes qui seraient susceptibles de contribuer à l'atteinte des résultats visés;
4. Développement, diffusion et promotion des nouvelles ressources.

Les membres du comité sont à nouveau invités à discuter en groupe. Pour chacun des domaines prioritaires, et en tenant compte des indicateurs de pertinence, les membres dressent :

1. la liste des ressources existantes ou en développement
2. la liste des ressources manquantes qui ont le potentiel de contribuer à l'atteinte des objectifs du plan stratégique sur l'éducation de langue française.

Note : une définition de « ressource » sera ajoutée au glossaire.

Suite aux discussions, les membres reprennent en plénière le fruit de leurs discussions qui sera transmis à chacun des groupes de travail pour leur permettre d'encadrer leurs travaux.

8. Lancement de « ELF Canada »

La Fédération nationale des conseils scolaires francophones profite de la rencontre des membres du Comité tripartite pour faire l'annonce de la mise sur pied d'un nouveau site Web sur l'éducation en langue française (ÉLF) au Canada, avec la participation financière de Patrimoine canadien. Ce site bilingue est accessible à partir des adresses suivantes : www.ELF-Canada.ca (français) et www.FLE-Canada.ca (anglais).

Cette vitrine nationale de l'éducation en langue française fait valoir les avantages d'étudier dans un établissement de langue française en contexte minoritaire soit le bilinguisme durable, l'environnement culturel enrichi, la diplomation et l'employabilité. Il vise à mieux faire connaître, tant au pays qu'à l'étranger, l'éducation en langue française en contexte minoritaire au Canada tout en appuyant les efforts pour augmenter les inscriptions dans nos établissements d'enseignement.

Chacune des pages menant à une province ou un territoire fait ressortir la valeur ajoutée des services éducatifs en langue française à cet endroit et permet d'accéder aux sites Web des conseils scolaires.

Grâce à un moteur de recherche, ce site Web devrait faciliter la recherche d'informations sur des services éducatifs en français en milieu minoritaire, qu'il s'agisse de services de garde, d'écoles élémentaires ou secondaires, d'éducation postsecondaire ou encore d'éducation aux adultes.

Pour faire la promotion de ce site, des signets dans les deux langues officielles sont disponibles auprès de la FNCSF pour en faire la distribution dans les différents réseaux francophones qui en démontreront l'intérêt.

Note : les membres sont invités à faire part de leurs commentaires, de façon à maximiser le potentiel de ce nouvel outil.

9. Prochaines étapes

Lors de la prochaine rencontre, les membres du Comité tripartite poursuivront leurs discussions sur le plan d'action à mettre en oeuvre pour les prochaines années.

Entre-temps, les comités de travail et le comité de coordination se réuniront à nouveau pendant l'hiver afin d'entreprendre la rédaction (construction identitaire et immigration) ou finaliser (pédagogie/apprentissages et petite enfance) les portraits de la situation et se pencher sur le plan d'action 2012-2017.

10. Varia

Sans objet.

11. Synthèse et date de la prochaine rencontre

Cette rencontre a permis aux membres de faire le point sur l'état d'avancement des travaux et le nouveau format préconisant davantage les échanges au sein des participants sera fort utile aux membres des divers comités. On remercie sincèrement les membres du comité pour leur implication et la qualité de leurs discussions et de leurs interventions.

La prochaine rencontre du Comité tripartite se tiendra **les mercredi 30 avril et jeudi 1^{er} mai 2014** à Montréal.

12. Membriété du Comité tripartite (huis clos)

Le président du Comité tripartite fait un retour sur les informations fournies à huis clos la veille. Une proposition est déposée afin d'accueillir de nouveaux membres au sein de la composition du Comité tripartite. Les membres sont heureux d'accueillir les directions générales des deux organismes suivants : la Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF) et la Fédération culturelle canadienne-française (FCCF).

Le document constitutif du Comité tripartite sera révisé afin de tenir compte des nouveaux membres. Par ailleurs, à la demande des membres, un paragraphe sera ajouté au document constitutif mentionnant que la composition du Comité tripartite semble être à son nombre optimal en termes de représentativité des domaines d'intervention et des niveaux de discussion. Il n'est donc pas prévu d'accueillir de nouveaux membres dans le futur en lien avec les travaux entourant la planification stratégique sur l'éducation en langue française 2012-2017 ayant comme toile de fond l'école communautaire citoyenne.

13. Fin de la rencontre

La rencontre se termine à 15 h 10.